



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre

Équipe Raffinage Pétrochimie
Affaire suivie par : Romaric FRANQUE
Mél : romaric.franque@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté du 31 JUL. 2025 mettant en demeure la société RENAULT SNC à SANDOUVILLE de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'équipements sous pression

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, et L. 557-1 à L. 557-60 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié, relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral et du rapport de la visite d'inspection du 23 mai 2025 faite à la société RENAULT SNC par courrier du 6 juillet 2025 ;
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux produits et équipements à risque, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

que l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité dispose à son article 12 que les équipements sous pression visés à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement doivent être soumis à un suivi en service comprenant, notamment, des inspections périodiques et requalification périodiques à périodicités fixées ;

que la société RENAULT SNC exploite, au sein de son établissement de Sandouville, des équipements sous pression visés à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement ;

que lors de la visite du 23 mai 2025 réalisée sur le site de Sandouville de la société RENAULT SNC, l'inspection de l'environnement a constaté que les périodicités maximales du suivi en service réglementaire n'ont pas été respectées pour certains équipements sous pression ;

qu'en particulier, pour les accumulateurs suivants d'un volume de 3,5 litres et exploités d'une pression PS de 143 bars, les échéances de requalification périodique sont dépassées – et que, pour les deux premiers de ces accumulateurs, les échéances d'inspection périodique sont dépassées :

- Accumulateur Robot J22 Pare Brise (Département Montage) ;
- Accumulateur Robot J23 Vitres arrières (Département Montage) ;
- Accumulateur Robot J20 Dispatcheur (Département Montage) ;

qu'également, pour les accumulateurs suivants d'un volume de 3,5 litres et exploités d'une pression PS de 330 bars, les échéances de requalification périodique sont dépassées :

- Accumulateur CCG010 E3 n° 1278123 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CCG010 E3 n° 1278120 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC120 B1 n° 0574866 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC120 B1 n° 0574857 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC120 B3 n° 0574848 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC120 B3 n° 0574847 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC140 F2 n° 0549395 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC140 F2 n° 0549310 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC130 E1 n° 0549320 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC130 E1 n° 0549316 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC140 F1 n° 0549300 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CSC140 F1 n° 0549289 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur n° 0408766 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur n° 0408626 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CCD010 E3 n° 0853013 (Département Tôlerie) ;
- Accumulateur CCD010 E3 n° 0853071 (Département Tôlerie) ;

qu'enfin, pour les tuyauteries suivantes de dimension nominale DN 250 et exploités à une pression Ps de 15 bars, les échéances d'inspection périodique sont dépassées :

- Tuyauterie 06_2017_1520_0121_201_B (Département Patrimoine) ;
- Tuyauterie 06_2017_1520_0121_201 (Département Patrimoine) ;
- Tuyauterie 06_2017_1520_0121_202 (Département Patrimoine) ;
- Tuyauterie 06_2017_1520_0121_203 (Département Patrimoine) ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant, la société RENAULT SNC, de régulariser la situation des équipements susmentionnés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société RENAULT SNC (N°SIRET : 43386419600046), sise ZI Portuaire du Havre – 76430 SANDOUVILLE est mise en demeure, **au plus tard sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- de mettre en conformité ses équipements sous pression vis-à-vis des obligations de suivi en service fixé au titre IV de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

ARTICLE 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.


Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SANDOUILLE pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du HAVRE, le maire de SANDOUILLE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société RENAULT SNC.

Fait à ROUEN, le **31 JUIL. 2025**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général
Zoheir BOUAOUICHE

31 JUL 2022

POUR LE DÉPÔT ET LA DÉLIVRANCE

COPIE BREVETÉE